

Note de recherche stratégique n°19 – mai 2015

Le rapprochement de la Russie avec la Chine : le triomphe de la stratégie sur la tactique?

Céline Marangé

Chercheur à l'IRSEM

Sommaire

Une proximité de vues relative	2
Une coopération militaire renforcée.....	3
Des intérêts stratégiques divergents ?.....	4
Une coopération régionale ambiguë.....	5
Des relations économiques déséquilibrées.....	6

Au lendemain de l'annexion de la Crimée, nombreux étaient les responsables politiques russes à plaider en faveur d'une « réorientation stratégique » des intérêts de la Russie en Asie. Ce projet s'inscrivait dans le prolongement du « pivot vers l'Asie », annoncé par Vladimir Poutine en 2012¹. Il avait pour clef de voûte le renforcement des relations avec la Chine, perçue comme étant seule capable de limiter l'isolement diplomatique de Moscou et les effets des sanctions. Certains analystes ont été prompts à déceler dans cette volonté de rapprochement l'émergence d'une entente fondée sur une communauté d'intérêts², voire l'avènement d'une alliance anti-occidentale³. La relation sino-russe, qui se fondait, depuis le début des années 2000, sur « un axe

¹ Cf. Hill F., Lo B., « [Putin's Pivot. Why Russia Is Looking East](#) », *Foreign Affairs*, 31 juillet 2013.

² Trenin D., « [From Greater Europe to Greater Asia? The Sino-Russian Entente](#) », Carnegie Moscow Center, 9 avril 2015; Feng H., « [China and Russia vs. the United States?](#) », *The Diplomat*, 2 mars 2015.

³ Bolt P. J., 2014 « [Sino-Russian Relations in a Changing World Order](#) », *Strategic Studies Quarterly*, 4, pp. 48-70; Rozman G., « [Asia for the Asians. Why Chinese-Russian Friendship Is Here To Stay](#) », *Foreign Affairs*, 29 octobre 2014. Gilbert Rozman est l'auteur de *The Sino-Russian Challenge to the World Order: National Identities, Bilateral Relations, and East versus West in the 2010s* (Washington, Woodrow Wilson Center Press, Stanford University Press, 2014).

de commodité mutuelle », sans attentes excessives de part et d'autre⁴, a-t-elle pris une dimension nouvelle à la faveur de la crise ukrainienne ? En 2014, les contacts au plus haut niveau se sont multipliés, donnant lieu à des accords majeurs dans les secteurs clefs de l'énergie, de l'armement et des infrastructures. Si importante soit-elle, la proximité de vue entre Moscou et Pékin connaît cependant des limites qu'il s'agit de décrypter. Elle ne suffit pas à sceller une alliance, la compétition entre les deux pays s'aiguissant dans plusieurs domaines sensibles. Cette note de recherche stratégique met en exergue tant les avancées réalisées dans la coopération sino-russe, tout en s'attachant à révéler les zones d'ombre, telles la concurrence militaro-stratégique, la rivalité d'influence en Asie centrale et le déséquilibre de la balance des échanges. Elle démontre que, si Moscou agit par calcul tactique, Pékin déploie une stratégie de long terme. Loin d'offrir une alternative durable à la Russie, la réorientation des intérêts russes en Asie tend à accentuer l'asymétrie de la relation sino-russe et à consolider la puissance chinoise.

Une proximité de vues relative

Sans doute faut-il commencer par rappeler combien les points de convergence entre les deux pays sont importants. Fondée sur les principes d'égalité et de non-ingérence, la relation sino-russe s'est approfondie depuis l'accession de Vladimir Poutine au pouvoir en 2000. Elle s'est encore affermie depuis que Xi Jinping a pris les rênes de son pays, en 2012, les deux présidents étant réputés avoir des affinités personnelles. Preuve de l'importance qu'il accorde à la Russie, Xi Jinping a effectué sa première visite officielle en tant que président à Moscou, en mars 2013. Insatisfaits de l'ordre international et du rôle prépondérant des Etats-Unis dans les affaires du monde, Moscou et Pékin coopèrent régulièrement au Conseil de sécurité de l'ONU, arborant des positions relativement proches sur certains dossiers internationaux. Ils souhaitent renforcer la crédibilité et l'influence de grandes organisations régionales, telles que les BRICS, l'APEC et l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). Ils ont des intérêts stratégiques communs dans leur voisinage immédiat : la sécurisation de l'Afghanistan, comme la stabilité politique et le développement économique de l'Asie centrale, sont des objectifs partagés. Ils sont confrontés à des problèmes intérieurs similaires, comme la baisse de la croissance économique, l'aggravation des inégalités régionales et la mise en valeur des campagnes, mais aussi à des défis analogues, tels que le contrôle de leurs marges et le danger de l'islamisme radical. Déterminés à assurer la survie de leur modèle politique, ils rejettent les valeurs libérales et la démocratie de type occidental, tiennent en suspicion les organisations de la société civile et se méfient d'internet et des médias occidentaux. Enfin, ils font montre de fermeté au sujet de plusieurs contentieux territoriaux, n'hésitant pas à recourir aux démonstrations de force pour faire entendre leur voix.

Pour autant, il serait excessif d'en déduire que les dirigeants russes et chinois ont une vision semblable des problèmes internationaux et des questions régionales, ou qu'ils assignent la même finalité à leur relation bilatérale et à leur action extérieure. La position chinoise vis-à-vis

⁴ Cf. l'excellent Lo B., 2008, *Axis of Convenience. Moscow, Beijing, and the New Geopolitics*, Londres, Chatham House, Washington, Brookings Institution Press; Facon I., 2010, « [Le tandem sino-russe, un défi pour l'Occident ?](#) », *Politique internationale*, n°127.

de l'annexion de la Crimée est éclairante à cet égard. La Chine n'a pas reconnu l'intégration de la Crimée et de Sébastopol dans la Fédération de Russie ; elle ne l'a pas ouvertement condamnée non plus, se contentant de s'abstenir lors du vote sur la question au Conseil de sécurité. A maintes reprises depuis, elle a fait part de son attachement au droit international et au respect des frontières. Ainsi, en mars 2015, à quelques jours du premier anniversaire de l'annexion de la Crimée, le Premier ministre chinois Li Keqiang, qui, en octobre 2014, avait signé à Moscou de nombreux accords économiques avec son homologue Dmitri Medvedev, se disait favorable à « une solution politique par la voie du dialogue », non sans avoir rappelé que la Chine soutenait la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de l'Ukraine⁵. L'annexion de la Crimée et les velléités sécessionnistes des insurgés pro-russes dans l'Est de l'Ukraine constituent une source d'embarras pour Pékin, mais aussi une fenêtre d'opportunités. D'un côté, les dirigeants chinois, toujours soucieux de ne rien entreprendre qui puisse compromettre leurs positions concernant Taiwan, le Xinjiang ou le Tibet, craignent d'en faire un précédent ; de l'autre, ils se montrent plus décidés que jamais à faire valoir leurs vues dans les disputes territoriales qui les opposent au Japon en mer de Chine orientale et au Vietnam en mer de Chine méridionale, ce qui n'est pas sans porter atteinte aux relations de Moscou avec Tokyo et Hanoi.

Une coopération militaire renforcée

Le partenariat stratégique sino-russe s'est considérablement renforcé et étendu depuis sa proclamation en 1996. Les ventes d'armes russes à la Chine étaient très importantes dans les années 1990, en raison de l'embargo sur les armes imposé à Pékin au lendemain de la répression de la place Tien-an Men. Elles ont fortement diminué à partir du milieu des années 2000⁶, alors qu'au même moment les armées des deux pays développaient une coopération opérationnelle. Baptisés « Mission de paix », les premiers exercices militaires communs ont eu lieu en 2005, année où a été ratifié l'accord sur la délimitation définitive des frontières, signé en 2004⁷. D'autres exercices de ce type ont eu lieu en 2007, 2009, 2010, 2012, 2013 et 2014, mobilisant, à chaque fois, plusieurs milliers d'hommes suivant un scénario d'attaques terroristes. Depuis 2009, les flottes russes et chinoises mènent, en plus, des exercices maritimes et terrestres communs une à deux fois par an. En juillet 2013, ils se sont déroulés en mer du Japon ; en mai 2014, en mer de Chine orientale. D'après des déclarations du ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou, les prochains exercices sont prévus en mer méditerranée au printemps 2015 et dans l'Océan Pacifique plus tard dans l'année. Le déroulement d'exercices de cette envergure implique la mise en place de processus d'interopérabilité puisqu'il suppose le partage de procédures tactiques et la mutualisation des états-majors pendant la durée des manœuvres. Ainsi, la Chine bénéficie de l'expérience russe pour renforcer ses capacités conventionnelles.

⁵ « [La Chine a proposé de résoudre la question de la Crimée par la négociation](#) », *Lenta.ru*, 15 mars 2015, en russe.

⁶ Weitz R., « [Why China Snubs Russia Arms](#) », *The Diplomat*, 5 avril 2010.

⁷ Kuhrt N., 2007, *Russian Policy toward China and Japan. The Eltsin and Putin periods*, Londres, Routledge, pp. 127-128.

Les dirigeants russes se refusaient jusqu'à récemment à vendre à la Chine des armements de pointe, craignant, d'une part, la puissance conventionnelle croissante de son armée, d'autre part, les capacités de rétro-ingénierie des entreprises d'armement chinoises. Ils sont désormais disposés à lui livrer des systèmes d'armement sophistiqués. En avril 2015, ils ont annoncé qu'ils avaient vendu à Pékin le système de défense anti-missile S-400 et que, par ailleurs, ils allaient procéder à la livraison du système S-300 à Téhéran, une commande suspendue depuis la conclusion du contrat en 2008⁸. La vente du S-400, considérée comme un « game changer », devrait permettre à la Chine d'étendre sa zone de défense aérienne au-dessus de Taiwan, ainsi que des îles et des eaux territoriales contestées de mer de Chine orientale et de mer de Chine méridionale⁹. Pékin comme Moscou pensent retirer des dividendes de ce transfert technologique. La Chine affirme sa puissance maritime et met en difficulté le Japon, en modifiant l'équilibre des forces dans le Pacifique et en défiant la domination maritime et le leadership des Etats-Unis. La Russie qui n'a toujours pas signé de traité de paix avec Tokyo depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ni réglé le différend des îles Kouriles, fait le choix de servir les intérêts stratégiques de la Chine dans l'espoir de projeter sa puissance en Asie et surtout d'affaiblir les Etats-Unis. Elle peut, en outre, escompter vendre de nouveaux armements défensifs aux pays ayant des contentieux territoriaux avec la Chine en Asie du Sud-est, notamment au Vietnam.

Des intérêts stratégiques divergents ?

Néanmoins, le partenariat stratégique sino-russe n'est ni exclusif, ni exempt d'ambiguïtés. La Chine a noué des partenariats stratégiques avec le Brésil en 1993, les Etats-Unis en 1997, la Corée du Sud en 1998, l'UE en 2003 et l'Inde en 2005. Tous n'ont pas la même profondeur et le partenariat sino-russe implique des contacts fournis et réguliers à tous les niveaux¹⁰. Force est cependant de constater que Pékin n'accorde pas la même importance que Moscou à la relation bilatérale. De plus, même si cela ne transparait plus dans le discours officiel russe, la Chine reste perçue comme un rival, voire comme une menace pour la sécurité du pays. Certes elle ne figure pas au nombre des « principaux dangers militaires extérieurs » recensés dans la doctrine militaire de la Fédération de Russie. Edictée en février 2010 et amendée en décembre 2014, cette doctrine met l'accent sur le danger direct que représenterait l'OTAN. Toutefois, leur frontière commune, longue de 4250 kilomètres, constitue une source de vulnérabilité pour la Russie, les régions de l'Extrême Orient russe étant faiblement peuplées et la délimitation et la porosité des frontières ayant longtemps suscité des frictions¹¹.

⁸ Putz C., « [Sold: Russian S-400 Missile Defense Systems to China](#) », *The Diplomat*, 14 avril 2015.

⁹ Mankoff J., « [The Ukraine Crisis and the Future of Sino-Russian Relations](#) », *The ASAN Forum*, 25 juillet 2014 ; Schwartz P. N., « [Russia Announces Sale of S-400 to China](#) », site du Center for Strategic and International Studies, 30 juin 2014.

¹⁰ Feng Z., Huang J., 2014, « [China's strategic partnership diplomacy: engaging with a changing world](#) », Working Paper n°8, European Strategic Partnerships Observatory Center, p. 9.

¹¹ Cf. Marangé C., 2011, « [Une réinterprétation des origines de la dispute sino-soviétique d'après des témoignages de diplomates russes](#) », *Relations Internationales*, n°4, p. 17-32.

Par ailleurs, la Russie subit la concurrence féroce de la Chine sur le marché mondial des armes. Deuxième exportateur d'armes au monde après les Etats-Unis, elle livre des armes à 56 pays du monde, effectuant 60% de ses ventes avec l'Inde, la Chine et l'Algérie. Entre 2010 et 2014, elle concentrait 27% du marché, d'après les calculs du SIPRI, basés sur le volume physique des ventes plutôt que sur le volume financier. Les exportations russes ont augmenté de 37% pendant cette période par rapport à celle courant de 2005-2009. Cependant, les exportations chinoises ont connu une augmentation encore plus spectaculaire, de l'ordre de 143%. La Russie est désormais talonnée par la Chine qui occupe la troisième place dans le classement des exportateurs d'armes, contre la neuvième auparavant. L'expert russe Vadim Kaziulin juge la situation alarmante : les Chinois, en vendant des armes « qui ne sont peut-être pas de même qualité », mais qui ont l'avantage « d'être bon marché », étendent leur emprise sur la niche traditionnellement occupée par la Russie, à savoir les pays en voie de développement. De surcroît, ils conquièrent de nouveaux marchés au Moyen-Orient et en Amérique latine, deux régions où la Russie, en tant qu'héritière de l'Union soviétique, entretient des coopérations militaires poussées avec des régimes hostiles aux Etats-Unis¹².

Une coopération régionale ambiguë

La Chine et la Russie sont à la fois des partenaires et des concurrents en Asie centrale, une région que Moscou considère comme une sphère d'influence privilégiée. Leurs divergences de vues quant au rôle et à l'avenir de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) tendent à s'estomper depuis un an. L'OCS est une organisation intergouvernementale qui n'a pas vocation à développer des mécanismes d'intégration. Fondée, en juin 2001, par la Russie, la Chine et trois pays d'Asie centrale, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, et rejointe, la même année, par l'Ouzbékistan, elle visait, à l'origine, à coordonner les efforts déployés par les États membres pour affronter différents types de menaces : des défis transnationaux comme le terrorisme, le crime organisé et le trafic de drogue, et des défis intérieurs comme le séparatisme et l'extrémisme religieux. Depuis plusieurs années, la Russie souhaitait donner à l'OCS une dimension globale, tout en cherchant parallèlement à rallier les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale à ses deux projets d'intégration régionale, l'Union économique eurasiatique et l'Union douanière¹³. A cette fin, elle plaidait en faveur d'une accession de l'Inde au statut de membre de plein droit, considérant que, par sa taille, sa démographie, sa force économique, sa puissance militaire et son influence politique, l'Inde pouvait constituer un deuxième contrepoids à la Chine et contribuer à stabiliser l'Afghanistan¹⁴. D'un autre côté, elle s'opposait à la proposition chinoise de créer une banque de développement associée à l'OCS. Quant aux dirigeants chinois, ils se montraient réticents à l'idée d'un élargissement de l'OCS, faisant valoir que l'adhésion de nouveaux membres comportait des risques de paralysie et de tensions internes. En 2013 encore, une experte russe estimait qu'il était prudent de maintenir le

¹² Kretsul R., « [La Chine évince la Russie sur les marchés des armements](#) », *Vzglâd. Delovaâ Gazeta*, 16 mars 2015, en russe.

¹³ Au sujet de l'Union eurasiatique, voir Popescu N., 2014, « [Eurasian Union: The Real, the Imaginary, and the Likely](#) », *Chaillot Papers*, n°132.

¹⁴ Bystritsky A., « [Russia's Role in the SCO and Central Asia: Challenges and Opportunities](#) », *Valdai Discussion Club*, 15 janvier 2015, p. 8.

moratoire sur l'élargissement, pour éviter que certains pays n'opposent leur veto à l'adhésion de l'Inde ou du Pakistan¹⁵. Aujourd'hui, ces désaccords semblent levés : la Russie et la Chine se prononcent de concert pour une adhésion simultanée de l'Inde et du Pakistan ; la question de la création d'une banque de développement ne se pose plus, depuis que la Chine a décidé, en 2015, de fonder une banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, pour appuyer son projet de nouvelles routes de la soie par la voie continentale et par la voie maritime.

Si la croissance du PIB chinois représente une opportunité pour le développement des régions de l'Extrême Orient russe, elle comporte aussi des risques pour la préservation des intérêts russes en Asie centrale, où l'on observe une forte augmentation du commerce et des investissements chinois. Cette tendance devrait perdurer et s'accroître, le taux de croissance de la Chine s'étant stabilisé autour de 7%, alors que l'économie russe s'est considérablement affaiblie depuis un an. La croissance russe est entrée en récession ; la dévaluation du rouble reste significative même si elle s'est quelque peu résorbée depuis le début de l'année 2015. Les économies des ex-pays soviétiques demeurant largement dépendantes les unes des autres, la crise économique en Russie a des effets sérieux en Asie centrale, d'autant qu'elle s'accompagne d'une baisse des transferts de fonds envoyés par les nombreux travailleurs immigrés en Russie. La Chine a donc la voie libre pour consolider ses positions commerciales et promouvoir ses propres projets. En septembre 2013, au moment même où l'UE finalisait ses négociations sur le « Partenariat oriental » avec la Moldavie, la Géorgie, l'Ukraine, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, le président chinois Xi Jinping annonçait au Kazakhstan – une autre ancienne république soviétique – la création d'une « Nouvelle Ceinture de la Route de la Soie ». Ce projet ambitieux consiste à mieux relier l'Océan Pacifique à l'Europe en densifiant les réseaux d'autoroutes et de chemins de fer et en développant des infrastructures, des routes aériennes, ainsi que de nouveaux gazoducs et oléoducs. Il vise à désenclaver une dizaine de provinces de Chine occidentale en facilitant la circulation des biens et des personnes vers l'Europe à travers l'Asie centrale. Contrairement au Partenariat oriental, la Russie est partie prenante du projet qui prévoit, entre autres, la construction d'une ligne de TGV jusqu'à Moscou en passant par le Kazakhstan. Mais Moscou pourrait voir, à moyen terme, ses projets géopolitiques supplantés par le projet chinois qui est moins contraignant sur le plan politique et plus attractif sur le plan économique.

Des relations économiques déséquilibrées

En dernier lieu, il est à noter que le refroidissement des relations de la Russie avec les pays occidentaux permet à la Chine d'élargir son accès aux ressources naturelles et de gagner des nouveaux marchés en Russie, alors que, depuis 2008, les compagnies chinoises se heurtent à des restrictions non-officielles dans des domaines considérés par Moscou comme stratégiques, tels la construction d'infrastructures et l'exploitation minière¹⁶. Le pivot russe vers l'Asie s'est

¹⁵ Kolegova O., 2013, « [L'Organisation de Coopération de Shanghai comme instrument d'intégration régionale : les problèmes de l'élargissement](#) », *Vestnik MGIMO*, n°1, pp. 249-253, en russe.

¹⁶ Gabuev A., 2015, « [A "Soft Alliance"? Russia-China Relations after the Ukraine Crisis](#) », European Council on Foreign Relations, Policy Brief n°126.

accélééré en 2014, donnant lieu à une multitude d'accords sino-russes dans les domaines de l'énergie, de la défense, de la finance et des infrastructures. La coopération énergétique entre les deux pays est florissante ; des projets de première importance ont été conclus en 2014, notamment un contrat gazier de 400 milliards de dollars. Il ne faut cependant pas exagérer la portée de ces nombreux accords. Tout d'abord, faute de temps, certains n'ont pas fait l'objet de négociations approfondies ; ils devraient rester lettres mortes. Ensuite, des experts russes reconnus émettent de sérieux doutes quant à la faisabilité et au bien-fondé de l'énorme contrat gazier qui nécessite la construction d'un gazoduc à travers la Sibérie, dont la Chine sera l'unique bénéficiaire et dont le coût minimal est estimée à 50 milliards de dollars¹⁷. Enfin, la structure des échanges bilatéraux ne favorise guère le développement économique de la Russie puisque les exportations russes se confinent aux ventes d'armes et d'hydrocarbures. La Chine s'attachant à diversifier ses sources d'approvisionnement, la Russie s'expose au risque de se transformer en fournisseur de matières premières et d'être contrainte de revoir ses conditions commerciales à la baisse.

En dépit d'avancées significatives ces dernières années, certains indicateurs incitent à nuancer l'importance de la réorientation des intérêts russes en Asie. Le commerce bilatéral entre la Russie et la Chine est en augmentation rapide et constante. En 2014, il était estimé à 95 milliards de dollars, contre 55 milliards de dollars en 2010. La même année, les exportations russes en Chine ont augmenté de 4,9% par rapport à 2013 pour atteindre 41,6 milliards de dollars ; les importations chinoises en Russie de 8,2% pour atteindre 53,6 milliards¹⁸. Toutefois, ces relations commerciales sont absolument sans commune mesure avec celles que ces deux pays entretiennent avec les pays occidentaux. En 2014, la Russie était le neuvième partenaire commercial de la Chine, le premier étant l'Europe, le deuxième les Etats-Unis, pour un volume des échanges estimé respectivement à 615 milliards et 555 milliards de dollars. Partant de ce constat, il est peu probable que la Chine mette en péril ses intérêts économiques aux Etats-Unis et en Europe pour la Russie. Au demeurant, la Russie ne peut pas renoncer à ses relations économiques avec l'Europe. Malgré les tensions politiques et les sanctions, les pays occidentaux restent des partenaires commerciaux incontournables. L'Europe est le principal récipiendaire des exportations russes d'hydrocarbures, dont les recettes représentaient, avant l'effondrement du cours du pétrole, près de la moitié du budget fédéral de la Russie¹⁹.

Enfin, la Chine n'offre pas de solution de substitution immédiate pour contrecarrer ou contourner les sanctions occidentales, qui s'exercent dans trois domaines : l'accès au crédit, aux investissements et aux technologies de pointe. Plusieurs grandes compagnies d'État russes sont confrontées à un risque de défaut de paiement du fait de leur fort endettement. En dépit de la conclusion, en octobre 2014, d'un échange financier (*swap*) de 24,5 milliards de dollars entre la Banque centrale de Russie et la Banque du Peuple de Chine, elles ne parviennent pas à refinancer leurs dettes sur le marché du capital chinois, se heurtant au problème de la non-

¹⁷ Marangé C., 2015, « [Les sanctions contre la Russie ont-elles un effet dissuasif ?](#) », *Etudes de l'IRSEM*, n°37, p. 16.

¹⁸ « [Le chiffre d'affaire du commerce entre la Russie et la Chine a augmenté de 6,8% en 2014](#) », *RuNews24*, 13 janvier 2015, en russe.

¹⁹ Cf. Bros A., 2014, « [Gazprom in Europe: A Business Doomed to fail ?](#) », *Russie.Nei.Reports*, n°18, Institut français de Relations internationales (IFRI).

convertibilité de la devise chinoise et, plus généralement, à la prudence des banques chinoises. Historiquement faibles, les investissements chinois en Russie ne sauraient non plus compenser la fuite des capitaux (principalement occidentaux), estimée à plus de 150 milliards de dollars en 2014. A titre d'exemples, en 2010, les investissements directs chinois dans le secteur non-financier en Russie représentaient 594 millions de dollars sur un volume total de 68,8 milliards de dollars dans le monde²⁰. Enfin, la Chine ne possède pas les technologies de pointe qui font défaut aux compagnies énergétiques russes pour relancer plusieurs projets prometteurs, comme l'extraction d'hydrocarbures en mer et en milieu polaire ou encore l'exploitation du gaz et du pétrole de schiste, qu'elles ont dû interrompre à la suite des sanctions.

*

La Russie a longtemps mené une politique étrangère tournée vers le monde occidental, utilisant la Chine comme un épouvantail dans ses négociations. Depuis la crise financière mondiale de 2008, elle s'attache avec succès à donner davantage de consistance à son partenariat stratégique avec la Chine. Le rapprochement sino-russe continue de se fonder sur une convergence d'intérêts bien entendus. Comme le remarque Joseph Nye, le père du *Smart power*, du point de vue de Moscou, il est de nature tactique, non stratégique ; il poursuit des visées diplomatiques, non militaires²¹. Du point de vue de Pékin, en revanche, il s'inscrit dans une stratégie de puissance de long terme. Etant plus absorbés par la mise en scène de leur confrontation avec « l'Occident » que par la défense de la sécurité et des intérêts nationaux de la Russie à long terme, les dirigeants russes cherchent à obtenir des gains immédiats ; ils ont, à cette fin, fait des concessions importantes, notamment dans le domaine énergétique et militaire. Séduits par le discours conservateur russe, les dirigeants chinois envisagent quant à eux leur action dans le long cours : ils ménagent leurs homologues russes, abondent dans leur sens à l'occasion, concluent, au passage, d'importants contrats, tout en évitant d'apparaître comme des partenaires dominants, ce qu'ils sont effectivement devenus. Ainsi, en plus de remettre en cause, en Europe, l'architecture de sécurité héritée de la Guerre froide, la crise ukrainienne pourrait bien avoir des répercussions sur l'équilibre des forces au niveau mondial, en facilitant le renforcement de la puissance chinoise.

²⁰ Institut de Recherches internationales du MGIMO, 2013, *Actes de la 14^{ème} conférence annuelle sino-russe MGIMO- CINS du 6 décembre 2011*, Tome 24, Moscou, en russe, pp. 29-30.

²¹ Nye J. S., « [A New Sino-Russian Alliance?](#) », *Project Syndicate*, 12 janvier 2015.